

Corruption en Russie: un frein à la démocratie?

Viviane du Castel

ISEG-IRSAM, 28, rue des Francs-Bourgeois, 75003, Paris
e-mail: viviane.du-castel-suel@iseg.fr

Résumé

On demande si la corruption menace la démocratie et si la lutte contre elle est possible sans un effondrement du système actuel. Les propos ci-après se focaliseront sur trois axes principaux: une corruption institutionnalisée, un renforcement de la corruption sous couvert de sécurité et des hypothèses pour le futur. La corruption a atteint un seuil institutionnel au point d'être banalisée au quotidien par la société russe. Le climat des affaires a été en partie, assaini par le pouvoir mais aussi par des réseaux divers qui "assurent" la sécurité aux investisseurs. Globalement, seule la transparence du pouvoir pourra faire baisser la corruption. En fait, volontairement ou non, les lois anti-corruption contiennent de larges failles qui laissent place à des espaces "légaux" de non droit, d'autant que la duplicité entre pouvoir et économie constitue l'obstacle majeur.

Mots clef: la corruption, l'économie russe, les mafias

Au lendemain des élections législatives en Russie de décembre 2007 et avant les présidentielles de mars 2008 en Russie, le Président Vladimir Poutine a rappelé que son objectif prioritaire était de "préserver la continuité de la politique de développement stable et soutenu du pays et de prémunir la Russie contre des risques politiques du bien-être de la population et de la sécurité de la patrie"¹. Toutefois, malgré des progrès, Transparency international place la Russie à la 128^e place (sur 146) et la corruption à large échelle² ne cesse de progresser. Ces efforts sont donc insuffisants³.

Le crime organisé, même s'il est combattu depuis la fin des années 1980, a profité de la chute du communisme pour permettre aux "nouveaux capitalistes" d'utiliser toutes les failles du système passé (abus de pouvoir, détournement de biens publics, clientélisme, gestion de la rareté...) et d'inventer de nouvelles règles d'activité (le recours aux liens privilégiés avec le détenteur d'une fonction administrative utile au développement de l'entreprise qui permet de renforcer l'invulnérabilité,...). Ainsi, les dirigeants, après avoir favorisé un élan capitaliste, ont repris le pouvoir économique, notamment au nom de la lutte contre le "sabotage économique" (Ex.: processus de privatisation, incarcération de Mikhaïl Khodorkovski...)⁴.

¹ *** www.president.kremlin.ru

² Selon la définition de Transparency international, la corruption est "l'abus d'un position en vue d'un intérêt privé". Source: Transparency international, Global corruption Report, 2007

³ Un début de réforme a essentiellement porté sur l'embauche, l'accès au crédit et le régime des faillites. Source: Nord-Sud Expert, Spécial Classement-Pays, décembre 2007

⁴ Gilles Favarel-Garrigues, "La police des mœurs économiques- de l'URSS à la Russie", CNRS éd., Paris, 2007

Le système, qui est apparu au grand jour après les bouleversements géopolitiques de 1989-1991 a eu de nombreuses conséquences géoéconomiques, notamment en favorisant la création de réseaux spécifiques qui se sont développés à tous les niveaux et dans tout le pays, en raison notamment de l'absence de propriété privée. Les élites sont demeurées les mêmes et il n'existe toujours pas de société civile pouvant influencer sur le pouvoir politique et économique.

Dès lors, il convient de se demander si la corruption menace la démocratie et si la lutte contre elle est possible sans un effondrement du système actuel? Les propos ci-après se focaliseront sur trois axes principaux: une corruption institutionnalisée, un renforcement de la corruption sous couvert de sécurité et des hypothèses pour le futur.

Une corruption institutionnalisée

Actuellement en Russie, l'Etat est un "acteur de premier plan" du monde des affaires et la libéralisation de l'économie russe est à double facette⁵.

L'asymétrie des relations Etat-Entreprises

La corruption a atteint un seuil institutionnel au point d'être banalisée au quotidien par la société russe. L'éthique et la déontologie ne font pas véritablement partie des valeurs reconnues et appliquées. Le monde des affaires et le droit en pâtissent et indirectement, les comportements étatiques eux-mêmes. Actuellement, toutes les valeurs peuvent et sont, dans la plupart des cas, mises en doute. Les produits de la corruption se sont établis à tous les niveaux de la vie politique et économique: financements illicites, élimination de l'opposition, influence des groupes de pression....

La corruption a précédé l'éclatement de l'empire soviétique. Elle trouvait alors son explication profonde dans le caractère artificiel des prix, non reliés aux valeurs d'usage, et sa justification externe dans la surévaluation du rouble soviétique de naguère⁶. Au fur et à mesure que se sont atténuées les convictions idéologiques ou patriotiques, les calculs économiques ont repris de la force. En l'absence de lois du marché et de contrôle démocratique, les détenteurs du pouvoir pouvaient aisément céder à toutes les tentations⁷.

La Russie ne s'est toujours pas affranchie des plaies à l'origine de la corruption. De plus, cette situation est renforcée par le poids du dollar et de l'euro dans les transactions internationales⁸. La corruption vicie tous les échanges de biens ou de service mais plus que d'autres, les transactions monétaires. A cela, il convient de ne pas oublier la faible séparation des pouvoirs

⁵ "L'économie russe en 2007", Fiche de synthèse, Ambassade de France en Russie, Mission économique de Moscou, 23 octobre 2007

⁶ L'une des source d'enrichissement les plus fructueuses et les moins risquées fut, après l'unification allemande, la reprise par le gouvernement fédéral de roubles aux taux de 2,34 mark-Ouest, par le biais de comptes factices ouverts en mark-Est. Aucune police ne peut réformer la corruption quand il est possible de gagner par la fraude dix ou cent fois son salaire. Les racines de la corruption en Russie plongent dans le système politique qui l'a engendrée. Ni la démission, ni l'arrestation de quelques-uns ne peuvent entraîner un véritable changement de la situation; pour cela il faudrait la refonte de tout le système. Source: Arcadi Valksberg, "La mafia russe- Comment on dévalise le pays depuis 70 ans", Albin Michel, Paris, 1992

⁷ Arcadi Vaksberg: "La Mafia russe - Comment on dévalise le pays depuis 70 ans", Albin Michel, Paris, 1992. et Viviane du Castel, "De Königsberg à Kaliningrad: l'Europe face à un nouveau "département d'outre-terre" russe sur la Baltique", L'Harmattan, Coll. Mare balticum, Paris, 2007

⁸ World Bank, "Administrative and regulatory reform in Russia. Addressing potential sources of corruption", Note 36157-RU, octobre 2006

qui complique encore un peu plus la lutte contre la corruption⁹. De nos jours, le pouvoir contrôle les principaux acteurs économiques et les secteurs stratégiques.

L'influence des réseaux

Progressivement, le passage s'est fait en URSS de la corruption à l'organisation mafieuse. Le système de la mafia repose sur le fonctionnement de réseaux de solidarité hiérarchisés, cooptant leurs membres et capables de les punir: voilà qui ressemble fort à un système étatique autoritaire; ainsi était déjà l'URSS avant que la corruption de tous les rouages n'entraîne la crise du système et son effondrement¹⁰.

Une différence entre la mafia d'hier et celle d'aujourd'hui est que le phénomène, jadis occulte, est devenu apparent et s'est généralisé. La population se trouve confrontée quotidiennement à l'insécurité et à la violence. Les membres de ces réseaux ont tout fait et continuent de tout faire pour empêcher les réformes idéologiques, politiques ou administratives¹¹.

Les mafias du monde ont compris qu'il est profitable de coopérer pour transformer cet immense pays en marché captif, ce qui signifie: le piller méthodiquement, amoindrir sa capacité économique, corrompre ses dirigeants, étouffer sa volonté politique...¹²

Les mafias sont omniprésentes en Russie, parfois spécialisées selon la nationalité de leurs membres (tels les Ouzbeks et les Tchétchènes, les Arméniens et les Géorgiens), et parfois selon le domaine de leur activité préférentielle: la drogue, les armes, les filles, les voitures, les antiquités ou même l'ambre¹³... Lorsqu'en Russie, une entreprise troque son existence officielle contre son passage dans les réseaux souterrains, elle se croit parfois même gagnante à court terme. Mais l'Etat russe perd aussi les ressources, en hommes et en capitaux, nécessaires pour assurer ses responsabilités de puissance publique: la protection sociale, l'éducation nationale, la défense, tout ce qui fait "la loi et l'ordre"¹⁴.

Le président V. Poutine a "recadré" certains hommes d'affaires qui s'étaient enrichis lors des privatisations. Il a repris le contrôle des principales entreprises énergétiques¹⁵, des secteurs stratégiques et détient les principales banques.

Les oligarques et le clan présidentiel se renforcent en Russie d'autant plus que les institutions sont faibles et que les débouchés politiques et économiques sont en pleine expansion, ce qui accroît la corruption et affaiblit la démocratie¹⁶.

Les passerelles qui existent entre la corruption et les organisations criminelles sont nombreuses et variées. En effet, les liens qu'entretiennent les oligarques avec les organisations criminelles sont essentielles pour la pérennité des affaires: il existe en effet de nombreux accords tacites entre les criminels et les élites ou les chefs d'administration, les banques...¹⁷

⁹ Anna Politkovskaïa, "La Russie selon Poutine", Gallimard, Paris, 2006

¹⁰ "Der Spiegel" (Hambourg), cité par "Courrier International" n°140 du 8 juillet 1993

¹¹ Agathe Duparc et Nathalie Amargier: "Des mots pour comprendre la Russie", Ed. Plume, Courrier International, Paris 1994

¹² Viviane du Castel, "De Königsberg à Kaliningrad: l'Europe face à un nouveau "département d'outre-terre" russe sur la Baltique", L'Harmattan, Coll. Mare balticum, Paris, 2007

¹³ Irving Soloway, "Washington Times", 22 novembre 1993 et Claire Sterling, "Pax mafiosa", Robert Laffont, Paris, 1994

¹⁴ Viviane du Castel, "De Königsberg à Kaliningrad: l'Europe face à un nouveau "département d'outre-terre" russe sur la Baltique", L'Harmattan, Coll. Mare balticum, Paris, 2007

¹⁵ Faouzi bensebaa et Viviane du Castel, "Russie: l'arme énergétique", Futuribles, janvier 2008

¹⁶ Julien Vercueil, "la Russie et l'OMC: dernière ligne droite", IFRI centre Russie/NEI, février 2007

¹⁷ A titre d'exemple: la société Rusal de Mikhaïl Prokhorov, Severstal de Alexis Mordachov, Boris berezovski, Emmanuel gressus Vekselberg, Viktor Vekselberg, Kikhaïl Goutseriev, Alexeï frenkel, ex-

L'interconnexion entre les mondes politiques et économiques

L'importance de l'économie informelle et de la mafia témoigne de la faiblesse relative de l'Etat. Si Vladimir Poutine veut que la Russie connaisse un véritable bouleversement économique qui la placera comme un acteur incontournable sur la scène internationale, il faut que les autorités parviennent à mettre en place des systèmes permettant l'élévation du niveau de vie, le développement durable et le respect de l'environnement et en plus leur faudra-t-il réussir à transférer et à intégrer l'économie de l'ombre dans l'économie officielle (construction, agriculture...), réussir à lutter contre la corruption et la criminalité, parvenir à renforcer la transparence budgétaire, arriver à partager plus démocratiquement le pouvoir, à soutenir la société civile, etc.

Il faudra pour cela passer par un dialogue et une coopération approfondie entre la Russie et l'Union européenne qui devraient, à terme, trouver une solution négociée pour éviter une déstabilisation régionale majeure à leurs frontières¹⁸.

En effet, le commerce entre l'Union européenne et la Russie était, en 2006, de plus 70% en 5 ans et de plus 400% en dix ans. Toutefois, il convient de relever la forte disparité qui existe entre les deux entités. La Russie exporte des matières premières, notamment des hydrocarbures et l'Union européenne fournit des biens d'équipement, des produits de transformation et de l'agroalimentaire.

L'économie de rente (ou syndrome néerlandais) menace fortement l'économie russe dont l'enjeu économique prioritaire réside dans les réformes structurelles, notamment la réduction de l'emprise de l'Etat et de la bureaucratie, le renforcement de la lutte contre la corruption¹⁹.

Le capitalisme, version Vladimir Poutine, a pour vocation de s'inscrire dans l'économie internationale. Toutefois, la dérive autoritaire du Président russe, la remise en cause des réformes économiques libérales des années 1990, la dénonciation de façon unilatérale des droits acquis (affaire Ioukos, remise en cause des accords de partage de production, etc.), la corruption,... ont nettement freiné l'adhésion de la Russie à l'organisation mondiale du commerce (OMC), mais aussi l'afflux de capitaux étrangers, indispensables pour sortir d'une économie de rente basée sur les hydrocarbures, et a amené un accroissement de la méfiance des Occidentaux à l'égard des investisseurs russes²⁰.

La majeure partie de l'économie russe est actuellement contrôlée, directement ou non, par V. Poutine et ses proches²¹. L'essentiel du système de gestion publique est détruit afin d'en extraire les bénéfices maximums: il existe actuellement un partage de l'argent entre des groupes semi-publics- semi privés²² qui détiennent des privilèges accordés par l'Etat, mais qui sont exempts de toute responsabilité et dont les identités sont conservées secrètes.

Certains, économistes vont jusqu'à identifier le système economico-politique mis en place par V. Poutine de la manière suivante: "on nationalise les dépenses et on privatise les gains"²³.

patron de la VIP-banque... Source: "Les oligarques", et "Chasse à l'homme en Russie", in www.paradisfj.info

¹⁸ Frank Tétart, "Géopolitique de Kaliningrad: une "île" russe au sein de l'Union européenne", PUPS, Paris, 2006 et www.europa.eu.int

¹⁹ Rapport de l'OCDE, "Economic survey of the Russian Federation 2006: Substaining growth in the Russian Federation: Key challenges", novembre 2006

²⁰ Magazine Expert, 2007 et Laurent Cohen-Tanugi, "Guerre ou paix", Grasset, Paris, 2007

²¹ Des oligarques, essentiellement issus des milieux de Saint Pétersbourg. Ex.: Guennadi Timchenko, patron de Guvnor, basé à Genève; les frères Kovaltchuk, propriétaires de la banque Rossia...

²² A l'image de Gazprom, Rosneft, Transneft, la société olympique de Sotchi (Jo de 2014)...

²³ Garry Kasparov, "La vie est une partie d'échecs", JC Lattès, Paris, 2007 et "Poutine siège au sommet de la corruption", in www.lexpress.fr

Un renforcement de la corruption sous couvert de sécurité

Le climat des affaires a été en partie, assaini par le pouvoir mais aussi par des réseaux divers qui “assurent” la sécurité aux investisseurs.

Le 11 septembre 2001: prétexte au renforcement sécuritaire

Si Vladimir Poutine a compris tous les avantages qu’il pouvait tirer d’un rapprochement avec les Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001, il n’a pas réussi à instaurer, au-delà des déclarations des uns et des autres, un véritable partenariat stratégique avec les Etats-Unis.

La lutte internationale contre le terrorisme a néanmoins permis à la Russie de renouer un dialogue avec l’OTAN et de participer au système de sécurité européen²⁴ et de chercher à adhérer à l’OMC²⁵. Depuis le début de l’intervention américaine en Irak, les Etats-Unis ont été constamment déçus par l’opposition, non dépourvue d’ambiguïtés, de la Russie.

Vladimir Poutine a précisé, qu’en matière de politique étrangère, son “but n’était pas de démontrer des ambitions à caractère impérial, mais de créer des conditions extérieures favorables au développement de la Russie.

Par sa géographie, la Russie est européenne et asiatique à la fois, et la Russie mènera une politique à plusieurs vecteurs, travaillant avec les Etats-Unis, la Chine et l’Inde²⁶. La nouvelle loi fédérale de lutte contre le terrorisme (mars 2007) s’inscrit dans ce contexte.

Le Président V. Poutine considère la corruption comme un “danger contre l’Etat” et un frein à la verticale du pouvoir. Dès 2003, V. Poutine a déclaré la corruption “menace pour la sécurité nationale” et, à cette occasion a demandé une politique de lutte contre la corruption et s’est doté d’organes “spéciaux”²⁷ dont les *principaux* sont:

- le Conseil présidentiel chargé de la lutte contre la corruption (2003), afin d’identifier les raisons de propagation de la corruption et d’aider le Président à définir les mesures pour les combattre, de prévenir les conflits d’intérêts entre pouvoirs publics et entreprises privées ;
- la commission chargée de la réforme administrative (2003) afin de réformer la fonction publique;
- la commission spéciale de la Douma de lutte contre la corruption (2004) afin d’analyser les lois et de rédiger des projets de lois pour détecter les failles du système;
- la réorganisation du service fédéral du contrôle financier (2004) afin de contrôler tous les marchés immobiliers et les transactions supérieures à 3 millions de roubles.

Le Président V. Poutine a souvent recours à “une main de fer” dans la mesure où les mesures anti-corruption sont une arme privilégiée contre les opposants et tous ceux qui menacent, au sens large, la sécurité nationale.

²⁴ Ex.: Participation à des exercices communs avec l’OTAN: Avaria 2004, en août 2004: gestion civile de crise; Active Endeavour en juin 2004: surveillance du trafic maritime, etc. et www.nato.int ainsi que www.president.kremlin.ru et Viviane du Castel, “La Russie, au début du deuxième mandat de Vladimir Poutine”, Futuribles, Paris, 2004.

²⁵ D. Lynch, “La nouvelle dimension orientale de l’Europe élargie”, IES, UEO, Cahier de Chaillot, n°64, 2003 et “La Russie face à l’Europe”, IES, UEO, Cahier de Chaillot n°60, 2003.

²⁶ www.president.kremlin.ru et Viviane du Castel, “La Russie, au début du deuxième mandat de Vladimir Poutine”, Futuribles, Paris, 2004.

²⁷ www.minpromgouv.ru et www.president.kremlin.ru

Des circuits insolites

Plus que jamais depuis la guerre d'Afghanistan, les mafias savent qu'elles peuvent maîtriser avec la drogue un dangereux trésor. Elles possèdent à la fois: les bases de production (depuis la culture jusqu'à la préparation), un marché, des routes vers l'Europe consommatrice, un sanctuaire pour les opérations secrètes, et enfin des mécanismes pour blanchir l'argent sale; le grand nombre des privatisations en cours et l'absence de règles bancaires strictes assurent le dernier maillon de cette longue chaîne²⁸.

Il ne semble pas que les autorités russes aient le désir de coopérer au plan international au regard de la répression du commerce illégal des armes. Pour secret qu'il soit tenu, ce trafic n'est pourtant pas sans troubler la paix civile dans certaines zones sensibles de Russie²⁹.

Pour leur part, les mafias russes maîtrisent les circuits économiques, car faute de législation bancaire, la Russie est également devenue un paradis pour la transformation de l'argent sale. Sous couvert d'investissements étrangers, les narcodollars affluent à Moscou sans que quiconque vérifie l'origine de ces fonds³⁰.

Les racketteurs possèdent tous un permis de port d'armes parfaitement en règle parce que, dans le civil, ils sont officiellement chargés de tâches telles que la protection des banques ou d'autres services faisant appel à la force. Le règne de la violence s'affirme.

La mafia nucléaire russe se développe d'autant plus aujourd'hui que les frontières ne sont plus aussi hermétiques que sous "l'ancien régime"; les douaniers ne sont pas incorruptibles et l'omniprésence de l'ex-KGB (actuellement FSB) joue aussi un rôle important³¹. La disparition de produits nucléaires dans les unités militaires, les usines et les centres de recherche paraît fréquent, même si le service extérieur du renseignement de Russie les dément catégoriquement. Ces produits ainsi que les "cerveaux" spécialisés dans la technologie nucléaire s'orientent notamment vers l'Algérie, l'Inde, l'Irak, Israël, la Libye, le Pakistan³².

Des parades existent cependant pour lutter contre les trafics, notamment en établissant un contrôle efficace aux frontières, ainsi qu'en infiltrant des réseaux d'acheteurs potentiels (terroristes ou mafieux) et encore en instituant des législations plus strictes pour les exportations. Ainsi, la corruption des douanes russes est un problème important rencontré par les entreprises étrangères³³.

Un renforcement du régime: vers une dérive autoritaire ?

Les événements en Russie qui ont précédé la réélection de Vladimir Poutine en mars 2004, avaient permis à ce dernier de conforter *ses bases politiques*³⁴:

- création du parti "Edinaïa Rossiâ" (Russie unie) regroupant la majorité présidentielle;

²⁸ Agathe Duparc et Nathalie Amargier: "Des mots pour comprendre la Russie", Ed. Plume, et "Courrier International", Paris, 1994

²⁹ Viviane du Castel, "De Königsberg à Kaliningrad: l'Europe face à un nouveau "département d'outre-terre" russe sur la Baltique", L'Harmattan, Coll. Mare balticum, Paris, 2007

³⁰ Virginie Colloudon: "Contrebande, fausse monnaie, drogue: comment la mafia s'infiltré partout?" in "Capital", novembre 1994 ET Transparency international, Global corruption report, 2007.

³¹ Alexandre et Boris Poutko: "Silence atomique", éd. du Rocher, Paris 1994

³² Viviane du Castel, "De Königsberg à Kaliningrad: l'Europe face à un nouveau "département d'outre-terre" russe sur la Baltique", L'Harmattan, Coll. Mare balticum, Paris, 2007

³³ Discours du président V. Poutine à la nation, 2006

³⁴ Voir à ce sujet, Marie Mendras: "Comment fonctionne la Russie", CERI, Paris 2003

- sous prétexte de lutte accrue contre le terrorisme et l'extrémisme: meilleur contrôle du paysage politique qui se compose de "Russie Unie", du parti communiste (PCFR), d'un embryon de parti social-démocrate et de deux partis libéraux: Iabloko et de l'Union des forces de droite (SPS) ;
- élections législatives du 7 décembre 2003, gagnées par le parti "Russie unie" avec 37,6% des suffrages³⁵ et qui ont entraîné la "mise hors-jeu" des partis libéralo-démocratiques;
- émergence d'une puissante force nationale-populiste;
- harcèlement des médias indépendants;
- réduction de l'influence des oligarques sur la vie économique par mise à l'écart de ceux qui étaient les plus liés au régime de Boris Eltsine (exil de Berezovsky et de Goussinsky);
- lutte active contre la corruption et reprise en main des entreprises d'Etat (à partir de septembre 2003: actions contre le groupe pétrolier Ioukos et arrestation de son patron, Mikhaïl Khodorkovsky, le 25 octobre 2003).

Il apparaît de plus en plus que la Russie est entrée dans une nouvelle phase d'autoritarisme, qualifiée par Poutine de "renforcement de la verticale du pouvoir"³⁶. Dès lors, la politique russe apparaît donc comme verrouillée. Le Président a placé ses hommes de confiance, principalement issus, comme lui, du KGB (aujourd'hui FSB), aux postes-clefs. On peut voir dans cet autoritarisme, le principal risque pesant sur le développement en profondeur de l'économie de marché et la démocratisation de la société russe³⁷.

Le Président V. Poutine, en prévision des élections de décembre 2007 et de mars 2008, a modifié la législation électorale, notamment en supprimant la nécessité d'un certain niveau de participation pour la validation des scrutins, etc.; Il en va de même pour quatre autres lois fédérales relatives aux entités administrativo-territoriales fermées, aux organisations publiques, aux organisations à but non lucratif, ainsi qu'à l'obligation faite aux associations de la société civile de rendre davantage de compte. Toutes ces dispositions et bien d'autres visent à retreindre la liberté d'expression et de réunion. Le but ainsi poursuivi est de surveiller le financement et les activités des organisations tant russes qu'étrangères de la société civile³⁸. Selon un sondage effectué par le centre Youri Lévida, la popularité du président V. Poutine n'est pas affecté par son mode autoritaire de gouvernement; la population ne semble guère encline à une "démocratie à l'occidentale" ni à une économie de marché³⁹.

En mai 2007, la campagne de lutte contre la corruption devait concerner tous les pouvoirs publics, à tous les niveaux, alors même que les autorités contrôlaient les medias⁴⁰, que des hommes d'affaires étaient assassinés par des tueurs à gages, etc.⁴¹ A tout ceci, il convient également d'ajouter le renforcement des concentrations qui est préjudiciable au pluralisme démocratique. Il est clair que le Président Poutine n'a pas répondu aux attentes dans la lutte

³⁵ Répartition des sièges à la Douma: Russie unie: 52%; Indépendants: 15%; PCFR (parti communiste): 12%; Rodina (parti nationaliste): 8%; LDPR (parti nationaliste de Jirinovski): 8%; Parti du peuple: 4%; Iabloko(parti libéral): 1%; SPS(parti libéral): 0%;

³⁶ Viviane du Castel, Russie: la "verticale du pouvoir"- La Russie au début du deuxième mandat de Vladimir Poutine, Futuribles, Paris, 2004

³⁷ Au sujet du poutinisme et du président Vladimir Poutine, voir notamment: Viatcheslav Avioustskii, "Succession de Poutine", Revue de Défense nationale, n°8/9, août-septembre 2007 et Jacques Allaman, "Vladimir Poutine et le poutinisme", L'harmattan, Paris, 2004

³⁸ Rapport 2007 d'Amnesty International, Fédération de Russie

³⁹ Ce sondage a été effectué entre les 12 et 16 octobre 2007, sous le titre "Les meilleurs systèmes économiques et politiques", www.levada.ru et Maïa Werth, "La Russie de moins en moins démocrate?", Futuribles, janvier 2008

⁴⁰ Journalistes menacés et/ou assassinés, journaux arbitrairement fermés, émissions interdites...

⁴¹ Rapport 2007 d'Amnesty International, fédération de Russie

contre la corruption et a instauré une économie de marché de type interventionniste, reposant sur une structure constitutionnelle et fédérale stabilisée, doté d'un exécutif et d'un pouvoir central de plus en plus puissant, excluant toute possibilité d'intervention de la société civile⁴².

Hypothèses pour le futur

Globalement, seule la transparence du pouvoir pourra faire baisser la corruption. En fait, volontairement ou non, les lois anti-corruption contiennent de larges failles qui laissent place à des espaces "légaux" de non droit, d'autant que la duplicité entre pouvoir et économie constitue l'obstacle majeur. Les solutions sont à chercher tant en Russie, qu'au plan international. Ainsi, ici *trois scénarios* d'occurrence seront-ils envisagés⁴³:

1. *Implication de la société civile dans la vie politique et économique en Russie*: des solutions purement russes⁴⁴ sont insuffisantes tant les imbrications de l'économie et du politique sont fortes: la lutte contre la corruption en Russie est une véritable arme politique qui permet de se défaire de ses ennemis. Seule une participation active de la société civile permettra de réelles avancées⁴⁵;
2. *Encadrement européen et international*: la Russie intègre des cadres multilatéraux (européens et internationaux) dans des luttes contre la corruption afin de pouvoir s'imposer comme un acteur incontournable sur la scène internationale: la Russie adhère au GRECO (Groupe d'Etats contre la Corruption) en février 2007, la convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption (21 novembre 2007), la Convention pénale du Conseil de l'Europe contre la corruption (juillet 2006), à la Convention des Nations unies contre la corruption (mars 2006)...;
3. *Renforcement du nationalisme russe*⁴⁶: les élections du 2 mars 2008 se sont déroulées, comme prévue, sans surprise et sans respect des règles démocratiques, amenant la victoire de Dimitri Medvedev qui s'empressa alors, de nommer Vladimir Poutine comme Premier ministre. Cette situation, unique en Russie, laisse entrevoir des hypothèses pour le futur, lourdes de *conséquences* pour l'avenir:
 - le Premier ministre, Vladimir Poutine domine le nouveau tandem alors même, que constitutionnellement il n'est que le numéro deux du pouvoir; dès lors des conflits de moins en moins larvés peuvent apparaître pour finalement, aboutir à une crise politique majeure mais aussi à une crise économique de grande ampleur aux répercussions internationales nombreuses (ex.: la question des hydrocarbures et l'approvisionnement de l'Europe);
 - ce nouveau système à deux accroît la détente avec l'Occident (fortement remise en cause avant les élections) grâce à un bon équilibre entre les deux hommes forts du pouvoir. Le but est de favoriser les investissements étrangers (nécessaires en Russie notamment dans le domaine des infrastructures) et les ambitions d'expansion de la Russie et de son retour sur la scène internationale;
 - Dimitri Medvedev domine le fameux tandem en excluant de fait ou physiquement (comme le fit Vladimir Poutine à l'égard d'Anatoli Sobtchak lorsqu'il était Maire de Saint

⁴² Déclarations de Helena Panfilova, Directrice de Transparency international en Russie, le 8 septembre 2007 et Nicole Gnesotto, Giovanni Grevi, "Le monde en 2025", Robert Laffont, Paris, 2007

⁴³ Voir notamment "Géopolitique de la corruption en Russie", le blog géopolitique de www.diploweb.com

⁴⁴ Forum civique contre la corruption, inspection générale du Kremlin, refonte du code pénal de 1997...

⁴⁵ Le syndicat de l'union russe des industriels et des entrepreneurs, "Antikorruptia", le programme anti-corruption soutenu par l'agence des Etats-Unis pour le développement international, le comité national anti-corruption ...

⁴⁶ "Russie - UE après 2007: le débat russe", Nadejda Arbatova, Russie.Nei.Visions n°20, IFRI, juin 2007

Pétersbourg) son mentor Vladimir Poutine et reprend entièrement le pouvoir en Russie. Le libéralisme officiellement prôné continuera-t-il alors?

Bibliographie

1. Allaman, J. - *Vladimir Poutine et le poutinisme*, L'harmattan, Paris, 2004
2. Avioutskii, V. - Succession de Poutine, *Revue de Défense nationale*, n°8/9, août-septembre 2007
3. Bensebaa, F., Castel (du), V. - Russie, l'arme énergétique, *Futuribles*, janvier 2008
4. Castel (du), V. - De Königsberg à Kaliningrad: l'Europe face à un nouveau département d'outre-terre russe sur la Baltique, *L'Harmattan*, Coll. Mare balticum, Paris, 1996 et 2007
5. Castel (du), V. - La Russie, au début du deuxième mandat de Vladimir Poutine, *Futuribles*, Paris, 2004
6. Castel (du), V. - Russie: la verticale du pouvoir- La Russie au début du deuxième mandat de Vladimir Poutine, *Futuribles*, Paris, 2004
7. Colloudon, V. - Contrebande, fausse monnaie, drogue: comment la mafia s'infiltré partout ? in *Capital*, novembre 1994
8. Duparc, A., Amargier, N. - *Des mots pour comprendre la Russie*, Ed. Plume, Courrier International, Paris, 1994
9. Favarel-Garrigues, G. - *La police des mœurs économiques- de l'URSS à la Russie*, CNRS éd., Paris, 2007
10. Gnesotto, N., Grevi, G. - *Le monde en 2025*, Robert Laffont, Paris, 2007
11. Kasparov, G. - *La vie est une partie d'échecs*, JC Lattès, Paris, 2007 et Poutine siège au sommet de la corruption, in www.lexpress.fr
12. Lynch, D. - La nouvelle dimension orientale de l'Europe élargie, IES, UEO, *Cahier de Chaillot*, n°64, 2003 et La Russie face à l'Europe, IES, UEO, *Cahier de Chaillot* n°60, 2003
13. Mendras, M. - *Comment fonctionne la Russie*, CERI, Paris 2003
14. Politkovskaïa, A. - *La Russie selon Poutine*, Gallimard, Paris, 2006
15. Poutko, A., Poutko B. - *Silence atomique*, Edition du Rocher, Paris 1994
16. Poutine, V. - *Discours à la nation*, 2006
17. Soloway, I. - *Washington Times* du 22 novembre 1993
18. Sterling, C.- *Pax mafiosa*, Robert Laffont, Paris, 1994
19. Tétart, F. - *Géopolitique de Kaliningrad: une île russe au sein de l'Union européenne*, PUPS, Paris, 2006
20. Vaksberg, A. - La Mafia russe - Comment on dévalise le pays depuis 70 ans, Albin Michel, Paris, 1992
21. Vercueil, J. - *La Russie et l'UE: dernière ligne droite*, IFRI, centre Russie/NEI, Paris, février 2007
22. Werth, M. - La Russie, de moins en moins démocrate ?, *Futuribles*, janvier 2008
23. *** Assemblée Nationale française par le Forum du Futur, le 10 octobre 1994, sous le titre *Le narcotraffic international: une menace stratégique*. Voir Enjeux du Monde, novembre 1994
24. *** *Der Spiegel* (Hambourg), cité par Courrier International n°140 du 8 juillet 1993
25. *** *Géopolitique de la corruption en Russie*, Le blog géopolitique de www.diploweb.com
26. *** *L'économie russe en 2007*, Fiche de synthèse, Ambassade de France en Russie, Mission économique de Moscou 23 octobre 2007
27. *** *Magazine Expert*, 2007 et Laurent Cohen-Tanugi, *Guerre ou paix*, Grasset, Paris, 2007
28. *** *Nord-Sud expert*, Spécial Classement-Pays, décembre 2007
29. *** *Rapport 2007 d'AmnestyInternational, Fédération de Russie*
30. *** Rapport de l'OCDE, *Economic survey of the Russian Federation 2006: Sustaining growth in the Russian Federation: Key challenges*, novembre 2006
31. *** *Russie –UE après 2007: le débat russe*, Nadejda Arbatova, *Russie.Nei.Visions* n°20, IFRI, juin 2007
32. *** Transparency International, *Global Corruption Report*, 2007
33. *** World Bank, *Administrative and regulatory reform in Russia. Addressing potential sources of corruption*, Note 36157-RU, octobre 2006
34. *** www.europa.eu.int
35. *** www.levada.ru
36. *** www.minpromgouv.ru

37. *** www.nato.int
38. *** www.paradisfj.info
39. *** www.president.kremlin.ru
40. *** www.russomania.com

Corupția în Rusia: o frână pentru democrație ?

Rezumat

Se pune întrebarea dacă fenomenul corupției amenință democrația și dacă lupta împotriva ei este posibilă fără o prăbușire a sistemului actual. Articolul se focalizează pe trei axe principale: corupția instituționalizată, întărirea corupției sub adăpostul securității și ipoteze pentru viitor. Corupția a atins un prag instituțional, fiind aproape banalizată de către societatea din Rusia. Mediul de afaceri a fost în parte asanat de putere dar și de către diverse rețele care “asigură” securitatea investitorilor. Singură, transparența puterii poate duce la diminuarea corupției. În realitate, legile anti-corupție conțin porțițe care lasă loc spațiilor “legale” iar duplicitatea dintre putere și economie constituie un obstacol major.